

Vient de paraître

# Ali Bongo Ondimba : un septennat en perspective , par Steeve Nzegho Dieko

RN

Libreville/Gabon

*Voilà un ouvrage qui, pourrait-on dire, tombe à pic. En 160 pages, l'auteur revient sur le mandat finissant du chef de l'Etat gabonais. Il en dresse le bilan politique et socio-économique, en montrant ce qu'en ont été les points forts et les points faibles.*

**L'OUVRAGE** de Steeve Nzegho Dieko peut se prévaloir d'une double nature. Tel qu'il est conduit, il dispose des contours à la fois d'un essai libre, un ouvrage de réflexion, et d'une étude scientifique stricto sensu, au regard du système architectural du texte et de l'abondance des notes de bas de pages référencées qui indiquent le souci de l'objectivité dans l'exposition des faits et des données.

A propos des faits justement, l'auteur, enseignant-chercheur à l'Université

Omar-Bongo, les divise en deux grands blocs. Le premier bloc renvoie aux actions politiques initiées par Ali Bongo Ondimba depuis son accession à la magistrature suprême. Après avoir effectué un rapide bilan critique de l'activité politique au Gabon depuis Léon Mba, en passant par Omar Bongo Ondimba, l'essayiste gabonais indique à quel niveau le président de la République en poste s'est distingué de ses prédécesseurs : « En sept ans de règne, « Ali » a imprimé sa marque, il est en train de dessiner les rênes de son propre « système de gouvernance politique » basé sur le triptyque « Paix-Développement-Partage » qui fonde les valeurs cardinales de sa vision pour le Gabon. Nous sommes très loin du système patrimonial fait de consensualisme, de redistribution et d'absorption des opposants qui caractérisait le pouvoir de son prédécesseur. S'il fallait résumer le style du président

de la République actuel nous le ferions en deux mots : un républicain et un réformateur. »

Le second bloc, socio-économique, regroupe toutes les actions en rapport avec l'instauration de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNMAGS) pour la couverture médicale des diverses couches de la population gabonaise ; le nouveau système de rémunération des agents de l'Etat ; le programme GRAINE ; l'interdiction, depuis 2009, d'exporter les grumes de bois d'œuvre afin de limiter le taux de coupes et encourager la transformation locale ; l'institution de forêts communautaires en zone rurale, afin que les populations puissent bénéficier de l'exploitation des

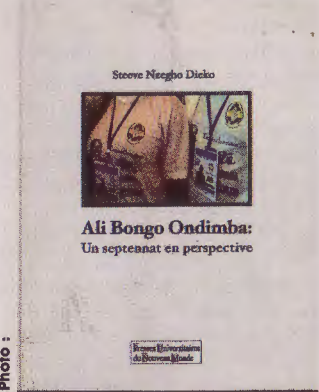


Photo :

forêts ; la réalisation systématique d'études d'impact environnemental... Dans la troisième et dernière partie du livre, « Bilan et perspectives », Steeve Nzegho Dieko se montre particulièrement méthodique. Sa démarche est « systématique », qui résume pour ainsi dire l'esprit et l'objet de son ouvrage : secteur par secteur,

il établit des « constats », puis offre des « propositions ». Dans ces constats, les points forts de l'action d'Ali Bongo Ondimba sont soulignés, mais pas seulement, car certaines limites les affaiblissent. D'où les « propositions », des suggestions pour essayer d'autres pistes en vue de mieux faire. Un exemple parmi tant d'autres, relatif à la section 7 : « Mieux gérer les finances publiques ». Constat : « Bien que la gestion des finances publiques se soit considérablement améliorée, avec l'accélération des réformes en 2011 et 2012, une des principales faiblesses du gouvernement gabonais en matière des finances publiques reste la question de la transparence et du contrôle des flux finan-

ciers. » Proposition : « Revenir à l'orthodoxie financière d'antan, encourager la budgétisation par programmes objectifs, en impliquant davantage les ministères, tout en les dotant des ressources financières adéquates (budget d'investissement). Renforcer les prérogatives de la cour des comptes afin d'instaurer la transparence et l'obligation pour les administrateurs de crédits, de rendre publiquement compte de leurs gestions des deniers publics. » Nul doute donc cet ouvrage, s'il se veut savant dans son ambition, n'en reste pas moins un manuel susceptible de servir au candidat Ali Bongo Ondimba à la présidentielle prochaine, pour « un septennat en perspective ».

